

RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU GCU (2026)

(Art. 22 des Statuts)

Article 1 – MOYENS (article 5 des statuts)

La liste, non limitative, des moyens d'action de l'association est la suivante :

- 1° le repérage et le recensement de tous terrains propres au camping ;
- 2° la création de terrains de camping ; l'organisation et la pratique sur ces terrains, d'activités de loisirs, culturelles, sportives, de plein air et de jeux ;
- 3° l'adhésion à toute association dont l'activité se rapporte ou contribue à la réalisation de son objet ;
- 4° la création de partenariats avec d'autres terrains de camping ou avec d'autres associations poursuivant un objectif comparable ;
- 5° la prise de toute participation dans des sociétés civiles ou commerciales dont l'activité se rapporte ou contribue à la réalisation de son objet, à l'exclusion des sociétés en nom collectif et des sociétés en commandite ;
- 6° la réalisation de toutes prestations de services à caractère administratif et financier au profit de ses filiales ;
- 7° l'information auprès de ses membres notamment par la diffusion d'une revue "Plein Air et Culture", et par la publication de communiqués, renseignements techniques, photographiques, relations de voyages, etc. ;
- 8° la publication de communiqués dans toute revue professionnelle, syndicale ou autre lue par ses membres ;
- 9° la formation permanente et l'information de son personnel, de ses délégués de terrains, de ses correspondants territoriaux et de ses membres.

Plus généralement, l'association pourra décider d'entreprendre toutes actions, se rattachant directement ou indirectement à son objet, susceptibles d'en favoriser la réalisation.

Article 2 – MEMBRES ADHÉRENTS (article 6-1 des statuts)

2.1 Critères et conditions pour être admis en qualité d'adhérent :

- être une personne physique ;
- être majeur ou mineur (sous la responsabilité d'un adhérent majeur) ;
- payer une cotisation annuelle ;
- partager les valeurs fondatrices : humaines,

laïques, solidaires et conviviales ;

- accepter notre conception du camping basée sur le bénévolat et la gestion participative ;
- participer au fonctionnement du terrain de camping, assurer a minima l'accueil lors du service de jour et exécuter les consignes de sécurité ;
- adhérer sans restriction aux statuts, au règlement intérieur et au règlement intérieur des terrains de camping ;
- pouvoir communiquer en français et le comprendre afin de pouvoir participer au fonctionnement du terrain de camping ;
- s'investir dans la réalisation des activités du GCU.

2.2 Cotisations annuelles (article 7 des statuts) :

À l'exception d'une décision prise par le conseil d'administration ou le bureau, la cotisation ne peut être remboursée. Par conséquent, en cas notamment de démission ou d'exclusion d'un membre, ce dernier reste devoir les cotisations échues, ainsi que celles de l'année en cours.

2.3 Critères et conditions pour une personne morale pour être admis à titre exceptionnel en qualité d'adhérent (article 6.1 des statuts) :

- ne pas être une entreprise à caractère commercial ;
- respecter les principes de laïcité ;
- faire une demande d'agrément annuel au conseil d'administration ou au bureau par délégation du conseil d'administration. Cet agrément n'est valable qu'un an et n'est pas reconduit tacitement.
- payer une cotisation dans les conditions fixées par le conseil d'administration ;
- partager les valeurs fondatrices : humaines, laïques, solidaires et conviviales ;
- accepter notre conception du camping basée sur le bénévolat et la gestion participative ;
- adhérer sans restriction aux statuts, au règlement intérieur ;

L'accueil de groupes émanant de cette personne morale dans un camping du GCU se fait dans le respect du règlement en vigueur de l'accueil de groupe. En particulier, la personne morale doit signer une convention avec le GCU. Les membres du groupe devront notamment :

- accepter notre conception du camping basée sur le bénévolat et la gestion participative ;
- adhérer au règlement intérieur des terrains de camping ;

- participer au fonctionnement du terrain de camping, assurer a minima l'accueil lors du service de jour et exécuter les consignes de sécurité
- pouvoir communiquer en français et le comprendre afin de pouvoir participer au fonctionnement du terrain de camping ;

Article 3 – EXCLUSION (article 8 des statuts)

L'exclusion d'un membre de l'association est prononcée par le conseil d'administration pour un motif grave tel que, une infraction aux statuts, au règlement intérieur ou règlement intérieur des terrains de camping, des agissements préjudiciables aux intérêts de l'association, des conflits graves entre membres ou encore des manquements aux valeurs de l'association. Cette décision est arrêtée après l'engagement d'une procédure d'instruction par un organe ad hoc (article 21 du RI).

Après autorisation expresse du conseil d'administration, de l'administrateur de permanence ou d'un membre du bureau le Délégué du conseil des campeurs ou tout autre membre du conseil des campeurs peut exclure du camping à titre conservatoire un adhérent.

En outre, est exclu définitivement du GCU, et sans recours, tout adhérent en dette envers le GCU et déclaré non-recouvrable à l'issue de la procédure de contentieux.

La perte de la qualité de membre de l'association, pour quelque cause que ce soit, ne permet aucune revendication sur le patrimoine de l'association et aucun remboursement de cotisation. Ce dernier reste devoir les cotisations échues, ainsi que celles de l'année en cours et toutes factures et commandes non payées.

Article 4 – ANTENNES TERRITORIALES

Le conseil d'administration fixe la liste des antennes territoriales, soit par département, soit par pays, soit par autre groupement territorial, selon le nombre d'adhérents.

Les antennes territoriales n'ont pas la personnalité morale.

Chaque antenne territoriale est chargée, dans le cadre de la politique conduite par le conseil d'administration et sur délégation de celui-ci, notamment de :

- resserrer les liens entre les adhérents en organisant localement la communication et l'animation ;
- proposer des candidatures aux fonctions de correspondant territorial et de délégué de terrains ;
- promouvoir le GCU et les projets approuvés par

le conseil d'administration ;

- repérer et recenser de nouveaux terrains propres au camping, et de les proposer pour acquisition, location ou partenariat au conseil d'administration ;
- réfléchir sur des thèmes soumis par le conseil d'administration.

Le fonctionnement des antennes territoriales est défini par un règlement intérieur des antennes du GCU approuvé par le conseil d'administration.

Article 5 – CORRESPONDANTS TERRITORIAUX

Chaque antenne territoriale française vote pour un candidat qui prendra le titre de « correspondant territorial », étant précisé que les correspondants territoriaux doivent être choisis parmi les membres adhérents du territoire concerné et que le vote intervient à l'occasion de la réunion annuelle territoriale, à la majorité relative des suffrages exprimés par les adhérents présents à cette réunion. Pour les antennes territoriales européennes, en raison de l'étendue de leur territoire, les correspondants territoriaux sont nommés par le conseil d'administration après réception des candidatures. Sur décision du conseil d'administration le titre de correspondant européen peut être retiré.

Il est chargé de mener à bien les missions de son antenne.

Les correspondants territoriaux sont réunis en assemblée des correspondants territoriaux à l'initiative du conseil d'administration.

Article 6 – DÉLÉGUÉS DE TERRAIN

Le conseil d'administration désigne, parmi les membres adhérents de l'association, un délégué dénommé « titulaire » et le cas échéant un délégué « adjoint » pour un terrain de camping chargé, sur délégation et en lien avec le conseil d'administration, notamment :

- de la surveillance et de l'entretien des installations et de toutes les démarches nécessaires au bon fonctionnement du terrain de camping assigné ;
- du contrôle des travaux ;
- de la préparation du terrain de camping assigné, avant chaque saison, et, après sa fermeture, de la vérification et de l'exploitation des documents des terrains de camping ;
- de la prospection des terrains à louer, à acquérir ou à proposer en partenariat.

Les délégués de terrains sont réunis en assemblée des délégués de terrains à l'initiative du conseil d'administration.

Sur décision du conseil d'administration, une

délégation de terrain, avec le titre correspondant, peut être retirée.

Article 7 – COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET MODALITE D'ELECTION DES ADMINISTRATEURS (article 9 des statuts)

Les candidats à un poste d'administrateur élu par l'assemblée générale devront obligatoirement répondre à une invitation pour une journée d'information au secrétariat du GCU à Paris préalablement à l'élection ; une fois élus, une formation pourra leur être proposée.

Pour être élu un candidat doit recueillir la majorité relative des suffrages exprimés. En cas d'égalité des voix entre plusieurs candidats le (s) plus jeune (s) est/sont élu (s).

La fonction de membres du conseil d'administration cesse au terme de leur mandat ainsi que :

- par la démission adressée par écrit au président ou, pour le président, à un autre membre du bureau,
- par la perte de la qualité au titre de laquelle la désignation est intervenue,
- par la révocation par l'organe ayant procédé à la désignation de l'administrateur concerné, laquelle peut intervenir ad nutum,
- par l'absence non valablement excusée à trois réunions consécutives du conseil d'administration constatée par le conseil d'administration,
- ou par la dissolution de l'association.

En cas de vacance (par défaut de candidature ou pour toute autre cause) d'un poste d'administrateur, il sera procédé à l'élection d'un nouvel administrateur à la plus proche assemblée. Son mandat prendra fin à la date à laquelle aurait normalement expiré le mandat vacant.

Le conseil d'administration pourra coopter un membre provisoire jusqu'à la prochaine assemblée. Pendant cette période, les délibérations prises et les actes accomplis par le conseil d'administration n'en seraient pas moins valides.

Chaque candidat à la fonction d'administrateur devra envoyer sa candidature au président, par lettre recommandée avec accusé de réception, à l'adresse du siège social, au plus tard 90 jours avant la date du vote.

Modalités d'élection des administrateurs

L'élection peut être réalisée par toute procédure dématérialisée ou tout autre moyen, conformément à l'article 9 des statuts.

Article 8 – LIMITE D'ÂGE

Texte abrogé.

Article 9 – DISPOSITIONS COMMUNES AUX CORRESPONDANTS TERRITORIAUX ET AUX DÉLÉGUÉS DE TERRAIN

Les correspondants territoriaux et les délégués de terrain ne peuvent recevoir aucune rétribution à raison des fonctions qui leurs sont confiées.

Des remboursements de frais sont seuls possibles sur présentation de justificatifs.

Les correspondants territoriaux et les délégués de terrain exercent leur fonction sous la responsabilité du conseil d'administration à qui ils rendent compte.

Article 10 – RÉUNIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION (article 10 des statuts)

L'ordre du jour est fixé par le président et adressé avec la convocation au moins sept jours avant la séance.

La présence de la moitié au moins des membres du conseil d'administration est nécessaire pour la validité des délibérations.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité simple des présents ; en cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante. Le vote par procuration est interdit.

Tout membre élu du conseil d'administration absent à trois séances consécutives sans excuses reconnues valables par le conseil d'administration, sera considéré comme démissionnaire.

Si nécessaire, une réunion du conseil d'administration pourra se dérouler à distance. A ce titre, sont réputés présents les membres qui participent aux réunions du conseil d'administration par des moyens de visioconférence ou de télécommunication permettant leur identification, c'est-à-dire transmettant au moins la voix des participants et satisfaisant à des caractéristiques techniques permettant la retransmission continue et simultanée des délibérations.

Les votes pour les élections ont lieu à bulletin secret. L'ensemble des autres votes ont lieu à main levée sauf si un administrateur fait la demande d'un vote à bulletin secret. Le conseil d'administration peut délibérer par procédure dématérialisée.

Les procès-verbaux des séances du conseil d'administration sont signés par le président et un administrateur.

La volonté des administrateurs peut aussi être constatée par des actes sous signatures privées ou authentiques si elle est unanime.

Article 11 – COMPOSITION DU BUREAU (article 12 des statuts)

Le président est élu parmi les administrateurs, membres adhérents de l'association élus par

l'assemblée générale ordinaire.

Les deux vice-présidents, le secrétaire général, le trésorier et les trois autres membres du bureau sont élus parmi les membres du conseil d'administration.

Article 12 – ATTRIBUTIONS DU BUREAU ET DE SES MEMBRES (article 13 des statuts)

Entre deux réunions du conseil d'administration, le bureau agit sur délégation de celui-ci.

Toutefois, le bureau ne peut agir sur délégation, sauf sur délégation explicite, expresse et exceptionnelle, si les circonstances l'exigent, concernant les sujets suivants :

- l'orientation du groupement, notamment vis-à-vis des autres associations, mouvements, etc. ;
- toute décision de disposition sur des immeubles ou sur des valeurs mobilières ;
- le choix et la fixation des ressources ;
- le changement de siège social ;
- la désignation des membres d'honneur.

Le bureau se réunit sur convocation de son président ou, si celui-ci est empêché, de son vice-président le plus ancien dans la fonction. La convocation peut être faite par tous moyens écrits y compris électroniques au moins sept jours à l'avance.

Les membres du bureau doivent participer personnellement aux réunions de celui-ci. Le bureau ne peut valablement délibérer que si la moitié au moins de ses membres sont présents.

Les décisions du bureau sont prises à la majorité absolue des membres présents. En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante. Le vote par procuration est interdit.

Si nécessaire, une réunion du bureau pourra se dérouler à distance. A ce titre, sont réputés présents les membres du bureau qui participent aux réunions par des moyens de visioconférence ou de télécommunication permettant leur identification, c'est-à-dire transmettant au moins la voix des participants et satisfaisant à des caractéristiques techniques permettant la retransmission continue et simultanée des délibérations. Le bureau peut délibérer par procédure dématérialisée. La volonté des membres du bureau peut aussi être constatée par des actes sous signatures privées ou authentiques si elle est unanime.

Article 13 – REMBOURSEMENT DE FRAIS (article 14 des statuts)

Les remboursements de frais de mission, de déplacement et de représentation engagés par les membres du conseil d'administration se font selon un barème établi par le conseil d'administration.

Des justificatifs doivent être fournis qui font l'objet de vérifications.

Article 14 – DÉPENSES

Les dépenses de l'association sont constituées essentiellement :

- des frais d'administration de l'association,
- des frais de gestion des biens qu'elle possède ou des œuvres qu'elle gère, conformément à son objet,
- de toutes dépenses permettant la réalisation de ses buts.

Article 15 – COMMISSAIRE AUX COMPTES (article 17 des statuts)

Texte abrogé

Article 16 – ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

Les convocations peuvent être communiquées :

- par avis paru dans la revue qui précède l'assemblée générale et/ou
- par tout moyen écrit y compris électronique.

Le conseil d'administration définit pour chaque assemblée générale les modalités de fonctionnement et conditions de mise en œuvre du système de vote.

LE VOTE PRÉSENTIEL

Tout membre se trouvant dans l'impossibilité de participer à une assemblée générale, peut :

- soit remettre son pouvoir à un autre membre de son choix, en utilisant l'imprimé publié à cet effet ou en le rédigeant sur papier libre, dans le respect des limites fixées par les articles 18 et suivants des statuts. Un membre ne peut détenir plus de vingt voix, la sienne comprise ;
- soit adresser son pouvoir, sans indication de mandataire, au siège du GCU.

Les pouvoirs en blanc :

- impliquent un vote favorable à l'adoption des résolutions présentées par le conseil d'administration ;
- sont attribués au président, aux deux vice-présidents, au secrétaire général et au trésorier qui se les répartissent entre eux sans limitation ;
- ne peuvent en aucun cas entrer en compte pour les élections d'administrateurs.

Pour être pris en compte, les pouvoirs doivent parvenir au siège du GCU au plus tard quinze jours avant la date fixée pour l'assemblée générale.

La présentation d'une pièce d'identité (avec photo) et de l'attestation d'adhésion GCU de l'année en

cours est nécessaire pour voter en assemblée générale ordinaire ou extraordinaire. En cas de non-présentation de l'attestation d'adhésion une vérification pourra être effectuée.

LE VOTE PAR CORRESPONDANCE

Chaque membre reçoit la liste des résolutions et le cas échéant la liste des candidats, leur profession de foi, les bulletins de vote. Les modalités pratiques sont précisées dans la convocation. Le vote par correspondance peut être effectué sous forme dématérialisée, au moyen d'un procédé électronique permettant d'identifier le membre votant, de garantir la sincérité et la confidentialité du vote, et d'assurer la conservation et la traçabilité des votes jusqu'à la clôture du scrutin.

Aucun pouvoir ne sera accepté.

LE VOTE DÉMATÉRIALISÉ

Il est réalisé depuis un espace sécurisé. Le membre se connecte sur la plateforme de vote à partir des identifiants communiqués par e-mail. Depuis cet espace il peut prendre connaissance de tous les documents et réaliser son vote.

Aucun pouvoir ne sera accepté.

Article 17 – DÉLÉGUÉS DU GCU

Les membres du conseil d'administration, les délégués de terrain, les correspondants territoriaux, en fonction, prennent le titre de délégué du GCU.

Sur décision du conseil d'administration, le titre de délégué du GCU peut être retiré.

17-1 Délégués Nationaux GCU

Les administrateurs en fonction sont dénommés "délégués nationaux". Sur les terrains de camping, ils sont membres de droit du conseil des campeurs. Ils ont pour mission d'apporter leur aide et soutien aux membres du conseil des campeurs chargés de faire appliquer les règlements et les consignes particulières. Ils doivent veiller à l'application correcte de la lettre et de l'esprit de ces textes. En haute saison, ils sont dispensés de service de jour. Cependant, quand le terrain a une fréquentation insuffisante pour assurer l'accueil et le nettoyage les délégués participent au service de jour.

Les délégués du GCU bénéficient, en reconnaissance du travail effectué bénévolement toute l'année, de la réservation d'un hébergement locatif et/ou de la réservation d'emplacement nu avant l'ouverture officielle des périodes de réservation.

17-2 Délégués GCU

Les correspondants territoriaux et les délégués de terrain en fonction sont dénommés "délégués GCU". Sur les terrains de camping, ils sont membres de droit du conseil des campeurs. Ils ont pour mission d'apporter leur aide et soutien aux membres du conseil des campeurs chargés de faire

appliquer les règlements et consignes particulières. Ils doivent veiller à l'application correcte de la lettre et de l'esprit de ces textes. En fin de saison, ils doivent adresser au siège un compte rendu de séjour par terrain fréquenté. Ils reçoivent les comptes rendus du conseil d'administration. En haute saison, ils sont dispensés de service de jour. Cependant, quand le terrain a une fréquentation insuffisante pour assurer l'accueil et le nettoyage es délégués participent au service de jour.

Les délégués du GCU bénéficient, en reconnaissance du travail effectué bénévolement toute l'année, de la réservation d'un hébergement locatif et/ou de la réservation d'emplacement nu avant l'ouverture officielle des périodes de réservation.

17-3 Délégués honoraires GCU

Les délégués nationaux sortants et les anciens administrateurs sont dénommés "délégués honoraires" jusqu'à interruption de leur adhésion. Chaque délégué GCU sortant prend le titre de délégué honoraire GCU pendant une durée de 5 ans à compter de la date de sortie de sa fonction à condition qu'il l'ait occupée pendant 5 ans au moins, consécutivement. Il perd ce titre s'il interrompt son adhésion. En haute saison, il est dispensé de service de jour. Cependant, quand le terrain a une fréquentation insuffisante pour assurer l'accueil et le nettoyage les délégués participent au service de jour.

17-4 Anciens délégués officiels tel que le définissait le règlement intérieur 2018

Texte abrogé.

Article 18 – DISPOSITIONS INTÉRIEURES DU GROUPEMENT

Texte abrogé.

Article 19 – RÈGLEMENT DES TERRAINS DE CAMPING

Le règlement des terrains de camping est rédigé et adopté par le conseil d'administration. Il peut être complété pour chaque camping par des consignes particulières rédigées et adoptées par le conseil d'administration.

Article 20 – REVUE ET SITE INTERNET

La revue et le site Internet <https://www.gcu.asso.fr/> sont les organes officiels du GCU.

Le site est géré par les administrateurs et des salariés du siège

Les textes proposés pour être insérés dans la revue du GCU, « Plein Air et Culture », sont soumis à une commission composée notamment de membres du conseil d'administration, qui décide de leur

publication. L'éditorial de chaque numéro est fixé par les membres de la conférence de rédaction.

Article 21 – PROCEDURE EN CAS DE CONFLIT OU DE MANQUEMENT

Les différends, incidents et litiges entre membres, ou entre un membre et le GCU, sont portés devant le conseil d'administration qui engagera une procédure d'instruction par un organe ad hoc. Également, en cas de manquement constaté ou rapporté aux obligations définies par les statuts, le règlement intérieur, le règlement intérieur des campings ou tout autre règlement interne à l'association, le GCU se réserve le droit d'engager toute procédure à l'encontre d'un adhérent.

Après instruction du dossier par l'organe ad hoc et notamment appel à contradictoire des personnes concernées qui devront faire leur réponse par écrit, le conseil d'administration peut prononcer les mesures suivantes :

- le rappel aux statuts, au règlement intérieur et au règlement intérieur des terrains de camping ;
- l'interdiction de séjourner sur un terrain pour une ou plusieurs saisons ;
- l'exclusion temporaire ou définitive du GCU ;
- ou toute autre mesure à son appréciation.

L'adhérent sanctionnée peut former un appel dans un délai de trente (30) jours suivant la notification de la décision. L'appel doit être adressé par lettre recommandée avec accusé de réception au président du GCU. Cet appel n'a pas d'effet suspensif : la décision du conseil d'administration demeure applicable jusqu'à nouvel examen. L'adhérent est convoqué par un organe ad hoc pour présenter son appel. La réunion est organisée au siège du GCU. Les frais engagés pour le déplacement sont à la charge de l'adhérent.

Durant la procédure, la personne mise en cause doit assurer sa propre défense. Elle ne peut pas être assistée par un défenseur (avocat, représentant ou toute autre personne) durant les réunions où son cas est examiné.

Article 22 – MODALITÉS D'APPROBATION DES CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE

Les conditions générales de vente sont approuvées et modifiables par le conseil d'administration. Elles récapitulent l'ensemble des informations fournies à nos adhérents sur les conditions légales pour louer les biens proposés par l'association.